

[Texte]

Mr. Lee: What did I say?

Mr. Brewin: You said President.

Mr. Lee: Good God! It is almost Freudian, because my understanding of some of the writings from that period was that there were some influences from the U.S. side in the election that followed that period, and in my view some strategic intelligence from outside Canada would have assisted the government of the day to be aware of that, whereas they might not have been aware—I do not know.

In any event, with CSIS being in existence now, do you think Canadians may be lulled into a false sense of security in thinking that maybe all of Canada's security interests are being adequately addressed strategically by CSIS? I am in fact of the view that CSIS does not address them all, whether by definition or mandate or function. It is shut off from addressing a whole lot of foreign threats. Do you think the existence of CSIS the way it is now, and with the public awareness of CSIS being at a low threshold, lulls Canadians and government into a false sense of security?

Prof. Munton: I have a great deal of faith in the Canadian public in the sense that on the basis of rather little information Canadians make darned good judgments about things. What has impressed me in the public opinion data I have looked at in these polls with CIIPS over the last three years is the extent to which Canadians say they do not think the Soviet Union is going to attack Europe or North America; that they do not think the Soviet Union is the kind of country they thought it was 40 years ago; that they are more concerned about environmental threats, economic threats, and so on. At the same time, they think Canada should stay a member of NATO, they think the Canadian Armed Forces ought to be retained, that a military balance is necessary in Europe, etc.

This does not seem to me to be evidence of people lulled into a false sense of security. It seems to me to be evidence of a people who believe in the kinds of insurance policies that are necessary for security.

I would argue that—and this is not on the basis of the data, this is personal bias now and personal observation—I do not think Canadians understand what CSIS does and I do not think the media coverage of CSIS has helped at all in that regard, starting with *The Globe and Mail's* insistence on calling CSIS "Canada's spy agency". It seems to me this is partly because of the way CSIS came about; namely, it came about because of a concern about a lack of control over certain activities of the RCMP and the need to ensure that the security service was under the appropriate controls. My own feeling is that we passed through that phase and now it should be possible to open questions about what the proper function of this sort of agency would be.

[Traduction]

M. Lee: Qu'ai-je dit?

M. Brewin: Vous avez dit président.

M. Lee: Mon Dieu! C'est presque un lapsus freudien puisque, d'après ce qui a été écrit au sujet de cette époque-là, il semble qu'il y a eu une certaine influence des États-Unis aux élections suivantes. Or, d'après moi, des renseignements stratégiques venus de l'extérieur du Canada pourraient aider le gouvernement du jour à s'en rendre compte, alors qu'il ne s'est peut-être aperçu de rien. Je me le demande.

Quoiqu'il en soit, maintenant que le SCRS existe, pensez-vous que les Canadiens risquent de s'endormir dans un sentiment trompeur de sécurité en pensant que les intérêts du Canada sont bien protégés stratégiquement par le SCRS? Je pense, quant à moi, que le SCRS ne répond pas à tous les problèmes de sécurité, que ce soit par sa définition, son mandat ou sa fonction. Il est empêché de s'occuper d'une foule de menaces qui prennent naissance à l'étranger. Pensez-vous que, du fait de la forme actuelle du SCRS, du fait que le grand public connaît ce service moins bien que jamais, les Canadiens et le gouvernement risquent de s'endormir dans un sentiment trompeur de sécurité?

M. Munton: J'éprouve énormément de confiance envers le grand public canadien qui, se fondant sur des renseignements assez peu nombreux, en arrive pourtant à d'excellents jugements. Au cours des trois dernières années que j'ai passées à étudier ce sondage avec CIIPS, j'ai été frappé de voir à quel point les Canadiens pensent que l'Union soviétique n'attaquera pas l'Europe ni l'Amérique du Nord, ils ne considèrent plus l'Union soviétique comme il y a 40 ans; ils s'intéressent davantage aux menaces portant contre l'environnement, aux menaces économiques et le reste. Par ailleurs, ils pensent que le Canada devrait demeurer membre de l'OTAN, que les Forces armées du Canada devraient maintenues, qu'un équilibre militaire s'impose en Europe, et ainsi de suite.

Je ne vois rien là qui indique que les gens s'endorment dans un sentiment trompeur de sécurité. J'y vois la preuve d'un peuple qui croit à la nécessité d'avoir certaines polices d'assurance pour protéger sa sécurité.

Je ne me fonde plus ici sur les données, mais j'ai le sentiment personnel, en partant de mes propres observations, que les Canadiens ne comprennent pas ce que fait le SCRS. À mon avis, le travail des médias n'a pas amélioré les choses à cet égard: c'est ainsi que le *Globe and Mail* insiste pour décrire le SCRS comme «l'agence d'espionnage du Canada». Cela est attribuable en partie, selon moi, à la manière dont le SCRS a pris naissance, c'est-à-dire qu'il a été créé parce qu'on s'inquiétait du peu de contrôle exercé à l'égard de certaines activités de la GRC; on a ressenti le besoin d'exercer le contrôle voulu sur le service de sécurité. À mon avis, nous avons passé cette étape, et il devrait être possible maintenant de se poser des questions sur la fonction qu'il convient de confier à un organisme de ce genre.